

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP-F24SYSACQUI

FOURNITURE D'UN SYSTEME D'ACQUISITION ANALOGIQUE & PRESTATIONS ASSOCIEES

Table des matières

Article 1. OBJET.....	5
1.1. Dispositions générales.....	5
1.2. Pouvoir Adjudicateur et Unité bénéficiaire	5
1.3. Décomposition du marché public	5
2.1. Documents contractuels du marché	5
2.2. Pièces à remettre au Titulaire	6
Article 3. . FORME ET PROCEDURE DU MARCHE	6
Article 4. ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION	6
4.1. Prestations ponctuelles sur devis.....	7
4.2. Variantes.....	7
Article 5. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES.....	8
Article 6. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
6.1. Conformité aux normes.....	8
6.2. Connaissance des lieux et de l'environnement	9
6.3. Moyens matériels.....	9
Article 7. REMISE DES LIVRABLES.....	9
7.1. Livrables relatifs à l'Equipement.....	9
7.2. Validation des livrables	9
Article 8. LIVRAISON.....	9
8.1. Conditions de livraison.....	9
8.2. Stockage, emballage et transport :.....	10
Article 9. FORMATION DU PERSONNEL.....	10
Article 10. RECEPTION	10
10.1. Réception de l'Equipement.....	10
10.1.1. Vérification.....	10
10.1.2. Décision après vérification.....	11
10.2. Réception des prestations de garantie.....	11
Article 11. GARANTIE	11
11.1. Garantie de l'Equipement.....	11
11.1.1. Durée de garantie.....	11
11.1.2. Nature de la garantie.....	11

11.1.3.	Périmètre de la garantie	11
11.1.4.	Délais d'intervention pendant la garantie	12
11.1.5.	Réparation en atelier	12
11.2.	Garanties des interventions sur l'Équipement	12
11.3.	Réparabilité.....	12
Article 12.	DUREE -DELAIS	13
Article 13.	MONTANT	13
13.1.	Montant total du marché	13
13.2.	Partie Optionnelle	13
13.3.	Caractère des prix.....	13
13.4.	Modalités de variation des prix.....	13
13.5.	Contenu des prix	14
Article 14.	REGIME FISCAL ET DOUANIER (le cas échéant si marché à l'étranger) 14	
14.1.	Régime fiscal.....	14
14.2.	Régime douanier :	14
Article 15.	CONDITIONS DE FACTURATION	15
15.1.	Echéancier de facturation	15
15.2.	Garanties Financières.....	15
15.3.	Avance	15
15.3.1.	Conditions de versement et de remboursement.....	15
15.3.2.	Garanties financières de l'avance	15
15.4.	Acompte	15
15.5.	Clause butoir	15
15.6.	Présentation des demandes de paiement.....	15
Article 16.	CONDITIONS DE PAIEMENT	16
16.1.	Paievements des co-traitants.....	16
16.2.	Répartition des paiements en cas de sous-traitance.....	16
16.3.	Modalités de paiement direct des sous-traitants	16
Article 17.	Sous-traitance	17
18.1.	Confidentialité des informations :	17
Article 19.	PENALITES.....	18
19.1.	Pénalités pour retard d'exécution.....	18
19.2.	Pénalités pour sous-traitance non déclarée.....	18

19.3.	Modalités d'application des pénalités et plafond.....	18
Article 20.	ASSURANCES	19
Article 21.	RESPONSABILITE.....	19
Article 22.	CESSION DU MARCHÉ	20
Article 23.	SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	20
Article 24.	RESILIATION.....	21
24.1.	Dispositions générales	21
24.2.	Résiliation pour inexécution ou manquement du Titulaire.....	21
24.3.	Résiliation pour motif d'intérêt général	21
24.4.	Résiliation pour perte des conditions requises du Titulaire.....	21
Article 25.	REGLEMENT DES LITIGES	22
25.1.	L'organe chargé des procédures de médiation.....	22
25.2.	L'instance chargée des procédures de recours.....	22
Article 26.	DEROGATIONS.....	22
Article 27.	ANNEXE 1 : prérequis techniques et sécurité des systèmes d'information	23

Article 1. OBJET

1.1. Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles l'Ineris confie au Titulaire, qui accepte, la livraison des fournitures décrites au cahier des charges techniques particulières et ci-après désignées « l'Équipement ».

1.2. Pouvoir Adjudicateur et Unité bénéficiaire

L'Ineris, établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère en charge de l'Écologie est le pouvoir adjudicateur partie au marché.

L'équipement devra être implanté dans le Laboratoire d'Essais à Grande Echelle (LEGE) de la Direction Incendie Dispersion Explosion (IDE) , site expérimental qui réalise des essais à grande échelle à caractère pyrotechnique (explosions de gaz et poussière en enceintes et en canalisations). situé à Verneuil en Halatte, Parc Alata dans l'Oise (60).

1.3. Décomposition du marché public

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'Ineris décide de ne pas allouer ce marché car « la dévolution en lots séparés [...] risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ».

Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1. Documents contractuels du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction, les pièces constitutives qui suivent prévalent dans l'ordre de priorité décroissant mentionné ci-après :

- La notification du marché ;
- L'acte d'Engagement réf AE – F24SYSACQUI et ses annexes en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société ;
- Le dossier de consultation de l'Ineris avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP – F24SYSACQUI)
 - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP – F24SYSACQUI) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi;
 - Les conditions générales d'achat de l'Ineris ;
 - La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris (www.ineris.fr);
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de prestations de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à la date de la notification du présent marché public. (Ce document n'est pas joint au marché. Le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du ministère des Finances, portail : www.marches-publics.fr;
- L'offre technique du Titulaire dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité du marché et des obligations de l'Ineris et du Titulaire.

Viendront s'ajouter aux documents constitutifs au fur et à mesure de leur passation, les marchés subséquents, et documents associés, passés sur le fondement du marché dans l'ordre décroissant de leurs dates de notification.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

2.2. Pièces à remettre au Titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/FCS, la notification du marché consiste en la remise, sans frais, au Titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'Ineris. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plateforme dématérialisée des achats de l'État.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis, sans frais, sur demande écrite expresse du Titulaire par voie postale à l'agence comptable de l'Ineris.

Article 3.. FORME ET PROCEDURE DU MARCHE

Le présent marché est un marché de fournitures soumis au code de la commande publique et conclu selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2120-1, R.2123-1-3° et R2123-4 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2162-4 3° du Code de la commande publique, il n'est fixé aucun montant minimum.

Article 4. ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Charges Techniques Particulières de l'Ineris référencé CCTP – F24SYSACQUI et sont décrites comme suit :

- Un système d'acquisition analogique rapide
- Un système de pilotage de l'ensemble du système
- Un système de stockage des données
- Un logiciel de configuration, de contrôle et de mesure.
- L'emballage et la livraison dans les locaux de l'Ineris,

- La fourniture de tous les documents nécessaires à l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'Équipement,
- La formation à l'utilisation de l'Équipement,
- La garantie de l'Équipement pour une durée de 12 mois à compter de la réception.

Dans la limite du montant de l'enveloppe du marché, des bons de commande supplémentaires pourront concerner la contractualisation :

- d'un contrat de maintenance post-garantie pour le matériel
- de prestations d'étalonnage
- d'un contrat de maintenance post-garantie pour le logiciel,
- une extension de garantie pour une durée de 12 mois,
- des consommables, des accessoires.

4.1. Prestations ponctuelles sur devis

En fonction des besoins, l'Ineris peut demander au Titulaire du présent marché, la réalisation de prestations ponctuelles, après que le Titulaire ait établi un devis. Ces prestations devront être en lien avec l'objet principal du marché. Il pourra s'agir de devis pour réparation, pour accompagnement scientifique ou encore pour des formations complémentaires à celles comprises dans l'offre.

Ces prestations s'exécutent sur bons de commande après acceptation du devis par l'Ineris, avec confirmation des délais de réalisation.

4.2. Variantes

Les soumissionnaires sont tenus de remettre impérativement une offre conforme au Dossier de Consultation des Entreprises (offre de base).

L'Ineris autorise cependant la présentation de variantes techniques et financières.

Dans ce cas, les soumissionnaires doivent apporter toutes les justifications nécessaires sur la faisabilité de chaque variante proposée et sa crédibilité par rapport à l'offre de base.

Le nombre total de variantes est limité à 3. Les variantes doivent respecter les exigences minimales suivantes :

- Variante technique : Il ne pourra s'agir que d'une solution dont les résultats devront a minima être équivalents ou supérieurs à ceux attendus et décrits au cahier des charges. Dans ce cas, les soumissionnaires doivent apporter toutes les justifications nécessaires sur la faisabilité de la variante technique proposée et sa crédibilité par rapport à l'offre de base. Il pourra s'agir de proposer par exemple **un matériel de démonstration** plutôt qu'un appareil neuf.

- Variante financière : Elle peut porter sur l'échéancier de paiement figurant au présent document ET doit être associée à une optimisation financière par rapport au montant financier de l'offre de base. Le soumissionnaire proposera alors des termes de paiement acceptables, soit des termes rattachables à une réception précise ou un livrable documentaire spécifique et non pas de type « avance à la commande ; % à la réception partielle ; ... ».

Elle peut également porter sur une proposition de formule de révision des prix des prestations supplémentaires éventuelles, dans ce cas le candidat indiquera très précisément l'index du mois de l'offre et la date limite de validité des prix offerts en réponse à la consultation.

Modalités de présentation :

Chaque variante fait l'objet d'un chiffrage et d'une offre séparée et est présentée sous un dossier et une offre financière séparée et intitulée « variante 1 ou 2 ou 3 ».

Les variantes seront jugées conformément aux critères définis dans le règlement de consultation pour l'offre de base.

Article 5. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

L'Ineris, sous tutelle du ministère en charge de la transition écologique et solidaire porte une attention particulière aux dispositions prises par ces Titulaires de marchés en faveur de la protection de l'environnement et de la responsabilité sociétale.

Le Titulaire doit respecter et mettre en œuvre toutes les lignes directrices et politiques qui sont fixées par l'Ineris notamment selon les principes et considérations environnementaux suivants :

- o Sobriété énergétique et recours aux énergies renouvelables,
 - o Réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques,
- Le Titulaire est invité, dans la mesure du possible, à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.
- o Economie circulaire : allongement de la durée de vie, réparabilité, produits issus du réemploi / réutilisation, contenu recyclé, économie de la fonctionnalité, prévention de la production de déchets et valorisation des déchets, etc.
 - o Recours aux écolabels et autres signes distinctifs de la qualité environnementale des produits, services, travaux,
 - o Exclusion des produits issus de la déforestation importée,
 - o Suppression des produits en plastique à usage unique.
 - o Documents livrables mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).
 - o Tri et recyclage des matériels informatiques et/ou produits créés au cours de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage notamment à ce que l'Équipement soit livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Article 6. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1. Conformité aux normes

L'Équipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrification et échauffement). Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Équipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Équipement.

6.2.Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé à l'Ineris tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

6.3.Moyens matériels

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité les moyens matériels nécessaires à l'exécution du marché.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les moyens matériels appartenant à l'Ineris qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des moyens matériels appartenant à l'Ineris étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

Article 7. REMISE DES LIVRABLES

7.1. Livrables relatifs à l'Équipement

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre à l'Ineris l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans le CCTP.

7.2.Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation de l'Ineris. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques de l'Ineris.

L'Ineris disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour l'Ineris, les demandes de rectifications formulées par l'Ineris, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par l'Ineris.

Le fait que l'Ineris approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

Article 8. LIVRAISON

8.1. Conditions de livraison

La livraison de l'Équipement s'effectue dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS, à l'adresse indiquée dans le CCTP.

8.2. Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport de l'Équipement sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

L'équipement sera livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Fourniture en provenance de France ou Union Européenne

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site de l'Ineris, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Fourniture en provenance d'un pays hors UE

La Fourniture commandée dans le cadre du présent marché est livrée selon l'Incoterm DDP – Ineris Verneuil en Halatte - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse indiquée au CCTP.

Article 9. FORMATION DU PERSONNEL

Le Titulaire assurera la formation du personnel Ineris chargé d'utiliser l'Équipement, ses accessoires et ses outillages associés, conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des Charges Techniques Particulières.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée en langue française, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Article 10. RECEPTION

Le Titulaire est à l'initiative de la réception. Toutes les opérations qui y concourent lui incombent.

10.1. Réception de l'Équipement

La réception sera prononcée après livraison, mise en service, essais sur site satisfaisants et acceptation par l'Ineris de l'Équipement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, conformément aux conditions prévues dans les documents du marché.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties sauf pour les prestations ne nécessitant qu'un examen sommaire, pour laquelle la réception est prononcée immédiatement par l'Ineris à la suite de leur exécution.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice de l'Ineris.

En cas de non-conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, l'Ineris se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, l'Ineris notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition de l'Ineris. Si le Titulaire formule des observations, l'Ineris dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

10.1.1. Vérification

La vérification définitive (admission) est soumise à la reproduction à l'installation sur site, sur l'Équipement installé, des performances annoncées en réponse à la présente consultation.

10.1.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

10.2. Réception des prestations de garantie

La réception des prestations de garantie sera prononcée après l'établissement du(des) rapport(s) d'intervention et acceptation des prestations par l'Ineris.

Article 11. GARANTIE

11.1. Garantie de l'Équipement

11.1.1. Durée de garantie

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS et nonobstant la garantie légale, l'Équipement est garanti 12 mois (douze) à dater de la Réception contre tout vice de matière, de fabrication, de montage et de fonctionnement, en conformité avec les spécifications techniques du cahier des charges.

Cette garantie couvre les pièces (hors consommables), la main d'œuvre, les transports et les déplacements et porte sur l'ensemble de l'Équipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées.

La durée de la garantie de l'Équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par l'Ineris.

11.1.2. Nature de la garantie

Le titulaire garantit expressément de l'ensemble de l'équipement tel qu'il est défini dans le présent contrat. Cette garantie se substitue à tout autre garantie, expresse ou implicite, y compris les garanties impliquées de vente et d'adéquation pour l'usage prévu, mais non limitées à celles-ci. En outre, les mentions ci-dessous constitueront l'obligation unique et les recours exclusifs de l'Ineris en cas de violation par le Titulaire des garanties énoncées ci-après.

a) Matières et fabrication : le titulaire garantit à l'institut que tous les équipements fabriqués sont exempt de défauts de matière et de fabrication. Le titulaire répare ou remplace à son gré toute marchandise retenue comme défectueuse par l'Ineris si celui-ci le notifie pendant la période de garantie.

b) Pièces réparées/remplacées pendant la période de garantie des équipements : tout équipement, composant ou pièce de composant remplacé ou réparé selon cette garantie, est garanti par le titulaire pour une durée égale au reliquat de la période de garantie initiale.

11.1.3. Périmètre de la garantie

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où l'Ineris apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'Équipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'Équipement seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par l'Ineris non conforme aux instructions du Titulaire.

11.1.4. Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Équipement, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- en cas d'anomalie bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 2 jours ouvrables, faisant suite à l'appel de l'Ineris,
- en cas d'anomalie semi-bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 5 jours ouvrable, faisant suite à l'appel de l'Ineris,
- en cas d'anomalie non bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 10 jours ouvrables, faisant suite à l'appel de l'Ineris.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir mis en place une solution permettant de contourner les anomalies bloquantes dans les 4 jours ouvrables, faisant suite à l'appel de l'Ineris et les anomalies semi-bloquantes dans les 10 jours ouvrables. Cette solution ne libère pas le Titulaire de son obligation de résoudre les anomalies et les non-conformités.

On entend par :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module de l'Équipement,
- anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de tout module de l'Équipement que pour une partie de ses fonctionnalités,
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Équipement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle.

11.1.5. Réparation en atelier

S'il le juge nécessaire, le Titulaire pourra, exceptionnellement et avec l'accord de l'Ineris faire effectuer les réparations dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants.

Dans ce cas, le Titulaire sera responsable de la garde et de l'emploi de l'Équipement, propriété de l'Ineris à compter de sa prise en charge sur le site de l'Ineris et après signature d'un procès-verbal émis par l'Ineris et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés à l'Ineris au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de l'Équipement sur le site de l'Ineris.

Le Titulaire a la charge de tous les frais liés au transport de l'Équipement (frais d'emballage, de transport et d'assurance aller et retour).

11.2. Garanties des interventions sur l'Équipement

Chaque intervention sur l'Équipement dans le cadre de la garantie (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception de ladite intervention.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par l'Ineris du fait de cette intervention.

11.3. Réparabilité

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de la réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

Article 12. DUREE -DELAIS

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionné dans son offre et repris dans son Acte d'Engagement qui fixe ces délais contractuellement.

Article 13. MONTANT

13.1. Montant total du marché

Le montant total du marché est mentionné par le Titulaire dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Ce montant est détaillé obligatoirement comme suit :

- Le système d'acquisition
- Le Logiciel
- Le système informatique
- L'installation,
- Les formations,
- Le support après-vente.
- La garantie incluse (minimum 12 mois).
- Les frais de livraison

13.2. Partie Optionnelle

Les options et prestations supplémentaires éventuelles seront chiffrées séparément de la partie forfaitaire ferme dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Prestations supplémentaires éventuelles à bons de commande :

- Extension de garantie
- Mise à jour logiciel
- Prestations d'étalonnage le cas échéant.
- Contrat de maintenance

13.3. Caractère des prix

Les prix mentionnés à l'article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Le montant de l'Équipement visé à l'acte d'engagement du Titulaire a un caractère ferme et forfaitaire.

13.4. Modalités de variation des prix

Le prix de l'équipement et des prestations associées à sa livraison est ferme et non actualisable. Le candidat pourra proposer une révision des prix des prestations supplémentaires éventuelles, ces formules de révision basées sur un unique index ne pourront pas s'appliquer avant 12 mois à compter de la notification du marché.

13.5. Contenu des prix

Les prix détaillés dans l'Annexe financière à l'Acte d'Engagement, sont établis hors TVA.

Ils tiennent compte de toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, et en particulier :

- Des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison et au déchargement.
- Des marges pour risques et marges bénéficiaires,
- De tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du Titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations,
- Des prestations de service en rapport avec l'objet du marché,
- Des frais de conception et de remise des livrables tels que décrits au CCTP,
- Toutes les dépenses nécessaires à la réalisation de l'ensemble des prestations (TVA à l'importation et frais de douanes le cas échéant).

Article 14. REGIME FISCAL ET DOUANIER (le cas échéant si marché à l'étranger)

14.1. Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

L'importation de l'équipement objet du marché entre dans le champ d'application de la TVA française en vertu des dispositions des article 32 et 60 de la Directive 2006/112/CE.

Conformément aux dispositions de l'article 201 de la même Directive, l'importateur est redevable de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. L'importateur acquittera les droits de douane et la TVA due à l'importation, directement auprès de la Douane française.

La prestation de transport sera comprise dans le montant de l'assiette de la TVA, en application de l'article 292 du Code Général des Impôts. Celle-ci est constituée par la valeur définie par la législation douanière, conformément à l'article 71 du Code des Douanes de l'Union.

14.2. Régime douanier :

Le Titulaire s'engage à livrer à l'Ineris les biens après dédouanement à l'exportation et à prendre en charge l'obtention des éventuelles licences d'exportation de l'Equipement objet du présent marché.

Le Titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux le numéro de nomenclature douanière ainsi que l'origine de la marchandise et le pays de dernière provenance.

Article 15. CONDITIONS DE FACTURATION

15.1. Echancier de facturation

Le montant forfaitaire de l'Équipement et des prestations de base associées objet du présent marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

Règlement de la partie ferme

- 100 % du montant HT et la totalité des taxes à la signature, par les Parties, du procès-verbal de réception sans réserve par virement à 30 jours.

Règlement des Prestations supplémentaires éventuelles

Les prestations supplémentaires éventuelles concernant des contrats de maintenance ou des extensions de garantie sont facturées sur une base annuelle, terme à échoir, virement à 30 jours nets.

15.2. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

15.3. Avance

15.3.1. Conditions de versement et de remboursement

Conformément à l'article L2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance peut être versée au Titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

15.3.2. Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

15.4. Acompte

Sans objet.

15.5. Clause butoir

Néant

15.6. Présentation des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées à l'Ineris via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- L'identifiant de l'Ineris (= N° de SIRET)
- le n° du marché : ce numéro sera communiqué à l'attributaire, au moment de la notification du marché ou le n° de bon de commande.

Toutes les factures émises portent la référence du marché.

Article 16. CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de leur date de réception par l'Ineris, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation de l'Ineris (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

16.1. Paiements des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

16.2. Répartition des paiements en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, les prix des prestations sous-traitées figureront dans les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et seront déduits du prix de règlement au Titulaire.

16.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par l'Ineris à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à l'Ineris.

L'Ineris avise le sous-traitant de la date de réception de la demande de paiement envoyée par le Titulaire et lui indique les sommes dont le paiement à son profit est accepté par ce dernier.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant, ni transmis celle-ci à l'Ineris, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, le sous-traitant envoie directement sa demande à l'Ineris par lettre recommandée avec avis de réception postale ou la lui remet contre récépissé dûment daté ou inscrit sur un registre tenu à cet effet.

L'Ineris met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant.

Dès réception de l'avis, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, l'Ineris, paierait les sommes dues au sous-traitant dans un délai maximum de 60 jours net.

Article 17. Sous-traitance

Le Titulaire pourra, le cas échéant, recourir à des entreprises intervenantes pour l'exécution du présent marché et dans cette hypothèse, en demandera préalablement l'autorisation par écrit, à l'Ineris.

Le Titulaire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution du marché et s'engage à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations au titre du présent marché.

Il est précisé que la sous-traitance totale du marché est interdite.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance devront être adressés à l'Ineris (à la personne en charge du suivi de l'exécution du marché) au plus tard 20 jours calendaires précédents l'intervention prévue du sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le candidat remet avec son offre un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, la date d'établissement des prix et le régime des avances, les réfections, les pénalités, toutes ces conditions ne pourront pas déroger aux conditions prévues au présent CCAP.

Article 18. CONFIDENTIALITE

18.1. Confidentialité des informations :

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peut l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Toutefois, n'est pas considérée confidentielle toute information :

1. Qui était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendue publique pendant l'exécution du marché ;
2. Signalée comme présentant un caractère non confidentiel et relative aux prestations du marché ;
3. Qui a été communiquée au titulaire du marché par un tiers ayant légalement le droit de diffuser cette information, comme le prouvent des documents existant antérieurement à sa divulgation par l'acheteur.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du marché et des marchés subséquents. Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit de l'Ineris.

Le Titulaire doit respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 34 et 35.

A ce titre, le Titulaire doit tout particulièrement veiller à :

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent marché et d'éviter toute dégradation et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- Ne conserver aucune copie des produits réalisés, des documents, des fichiers informatiques ou qui lui ont été confié à l'issue du marché et produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée.

Il doit également faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'Ineris se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au Titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Article 19. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 des CCAG-FCS et outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat de l'Ineris relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, l'Ineris peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

19.1. Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne réalise pas les délais d'exécution prévus dans son offre, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

19.2. Pénalités pour sous-traitance non déclarée

Sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application d'une pénalité de 1 000 euros par cas constaté.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la résiliation de plein droit du marché et à l'octroi de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

19.3. Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont ;

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par l'Ineris.
- Cumulativement plafonnées à 20% (VINGT POUR CENT) du montant HT du marché.

Leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.
Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Article 20. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le Titulaire s'engage à garantir l'Ineris pour tous les dommages causés aux biens et aux personnes pouvant résulter de l'intervention de ses collaborateurs pour la réalisation des prestations, quelle que soit la nature des sinistres causés.

Les polices souscrites tiennent compte notamment des préjudices liés à la divulgation d'informations confidentielles.

Le Titulaire s'engage à s'assurer, pour l'ensemble de ces dommages, auprès d'une compagnie d'assurance agréée et à fournir sa ou ses polices d'assurance sur demande de l'Ineris. En cas de sinistre, le Titulaire prend à sa charge le montant des franchises éventuelles prévues dans les polices souscrites.

Article 21. RESPONSABILITE

Le Titulaire s'engage à ce que les éléments livrés soient conformes au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Toutes les vérifications ou contrôles qui pourraient être effectués par l'Ineris n'exonèrent en rien la responsabilité du Titulaire au titre de ses obligations.

Toutes les prestations effectuées par le Titulaire le seront avec son personnel, son matériel ou le matériel mis à sa disposition qui est et restera sous sa seule et entière responsabilité.

Le Titulaire est responsable des dommages causés à l'occasion de l'exécution des obligations résultant du présent marché.

Le Titulaire garantit l'Ineris contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par le Titulaire du droit des tiers ainsi que de la réglementation applicable au Titulaire notamment en matière d'hygiène et sécurité.

Le Titulaire garantit qu'il dispose de tous les droits sur les matériels nécessaires à la bonne exécution du marché.

Il est précisé que tous règlements amiables et transactions effectués par le Titulaire ou ses assureurs, sans l'accord de l'Ineris, sont inopposables à ce dernier.

Le Titulaire assurera, toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'il encourt en application du droit commun vis-à-vis de l'Ineris en raison de tous dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés aux tiers par son propre personnel ou par tout bien meuble ou immeuble dont il aurait le contrôle, la direction ou la garde ou pour la part des obligations lui incombant.

Pour les prestations réalisées sur site, le Titulaire garantit l’Ineris contre tous recours et actions exercés contre ce dernier de ce chef, et ce aussi longtemps que la responsabilité de l’Ineris et ses entreprises hébergées pourra être recherchée.

Le Titulaire s'engage également à assister l’Ineris, à leur demande, dans tous les litiges qui pourraient l'opposer à un tiers du fait du présent marché.

La responsabilité du Titulaire est limitée aux dommages directs.

Article 22.CESSION DU MARCHÉ

Le Titulaire doit informer l’Ineris de tout projet de fusion ou d’absorption de l’entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché et de ses marchés subséquents dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront réclamés par l’Ineris concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L’Ineris peut s’opposer à cette cession, sauf lorsqu’il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion, notamment lorsque l’activité du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de l’Ineris et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d’acceptation de la cession du marché par l’Ineris, un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire sera rédigé.

En cas de cession du présent marché, le Titulaire devra remettre à l’Ineris, dès la prise d’effet de la cession du marché et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués pour son exécution.

Suite à une décision légale et réglementaire, l’Ineris peut être obligé à transférer tout ou partie du marché.

Article 23.SAUEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Si le Titulaire fait l’objet d’une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, il doit en informer sans délai l’Ineris par courrier recommandé avec avis de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante.

Dans les deux jours suivant la notification du Titulaire, il sera procédé par l’Ineris et le Titulaire à un constat de l’état d’avancement du Marché. Ce constat contradictoire sera signé par l’Ineris et le Titulaire, en présence, le cas échéant, de l’administrateur judiciaire ou du liquidateur.

L’Ineris demandera ensuite à l’administrateur judiciaire ou au liquidateur s’il entend poursuivre l’exécution du Marché conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Si l’administrateur judiciaire ou le liquidateur n’entend pas poursuivre l’exécution du Marché, il sera alors procédé à un nouveau constat de l’état d’avancement des prestations en présence de l’Ineris, du Titulaire, de l’administrateur judiciaire ou du liquidateur dans les huit jours suivant la décision de l’administrateur judiciaire ou du liquidateur.

L’Ineris pourra, en outre, dans sa déclaration de créance chiffrer l’ensemble des préjudices qu’il subit du fait de la résiliation du Marché.

Article 24.RESILIATION

24.1. Dispositions générales

L’Ineris peut décider de résilier totalement ou partiellement le Marché dans les conditions prévues respectivement aux articles 32.2, 32.3, et 32.4 du présent CCAP.

La résiliation est notifiée par courrier recommandé avec avis de réception au Titulaire ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante. En présence d’un GME, le courrier de résiliation est adressé au mandataire commun.

A la date d’effet de la résiliation, il est procédé à un constat de l’état d’avancement des prestations par l’Ineris et le Titulaire. Ce constat est signé par ces derniers et vaut procès-verbal de réception.

A première demande de l’Ineris, le Titulaire lui communique les Résultats, dans leur état à la date de la résiliation, et transfère à l’Ineris, à titre gratuit, tous ses droits de propriété matérielle sur les supports associés existants.

24.2. Résiliation pour inexécution ou manquement du Titulaire

Lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux stipulations du Marché, il est mis en demeure par courrier recommandé avec avis de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante d’y satisfaire dans un délai déterminé.

Passé ce délai, si le Titulaire n’a pas satisfait à la mise en demeure, l’Ineris a la faculté de résilier le Marché. Cette résiliation intervient de plein droit par l’envoi d’un courrier en recommandé avec avis de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante, sans autre formalité et notamment, sans qu’il soit besoin de recourir au juge.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité. Il reste toutefois débiteur vis-à-vis de l’Ineris de toutes les conséquences préjudiciables pour l’Ineris de la résiliation du Marché et notamment, mais de manière non limitative, du retard et/ou de l’interruption des prestations et des surcoûts résultant de la conclusion d’un nouveau marché en remplacement du précédent.

Si l’Ineris souhaite le maintien des installations ou du matériel du Marché, il les rachète ou les loue au Titulaire. Les matériels et matériaux approvisionnés par le Titulaire sur les chantiers peuvent être acquis par l’Ineris aux prix du Marché.

Enfin, à la demande de l’Ineris, le Titulaire est tenu de lui céder les droits, titres ou engagements pris avec des tiers ayant pour objet l’exécution du Marché.

24.3. Résiliation pour motif d’intérêt général

L’Ineris, en sa qualité de personne publique, peut décider à tout moment de résilier le Marché sans formalités judiciaires soit partiellement, soit totalement pour motif d’intérêt général.

Dans ce cas, le Titulaire peut prétendre à une indemnité dans la limite du préjudice certain et direct qu’il a subi, et dont il doit faire la preuve.

La demande du Titulaire n’est recevable que si elle est présentée et justifiée, dans le délai de 30 jours ouvrables à compter de la notification de la résiliation par l’Ineris. L’Ineris examine s’il y a lieu de faire droit à tout ou partie de la demande d’indemnisation du Titulaire.

24.4. Résiliation pour perte des conditions requises du Titulaire

Toute perte des conditions requises du Titulaire nécessaires à l’exécution du Marché, entraîne la résiliation totale ou partielle du Marché par l’Ineris.

La résiliation est notifiée par courrier recommandé avec avis de réception au Titulaire ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante et mentionne la date de prise d’effet.

Dans cette hypothèse, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Il reste toutefois débiteur vis-à-vis de l'Ineris de toutes les conséquences préjudiciables pour l'Ineris de la résiliation du Marché et notamment, mais de manière non limitative, du retard et/ou de l'interruption des prestations et des surcoûts résultant de la conclusion d'un nouveau marché en remplacement du précédent.

Article 25.REGLEMENT DES LITIGES

Pour le règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché, il peut être fait appel à :

25.1. L'organe chargé des procédures de médiation

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends suspend le cours des différentes prescriptions, quelle que soit la nature du contrat.

La saisine du médiateur des entreprises suspend le cours des différentes prescriptions dans les conditions prévues par l'article L. 213-6 du code de justice administrative ou, pour les marchés de droit privé, dans les conditions prévues par le code civil.

L'organe chargé des procédures de médiation est le :

Comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA)
Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1 Rue du préfet Claude Erignac
54038 Nancy Cedex
Tél : 03.83.34.25.65

Les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties au contrat pour le même objet.

25.2. L'instance chargée des procédures de recours

Le présent marché est soumis au droit français. En cas de recours contentieux, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
CS 81114
80 011 Amiens Cedex 01
Tél : 03.22.33.61.70
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Article 26.DEROGATIONS

L'article 2.1 « documents contractuels du marché » déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 2.2 « Pièces à remettre au Titulaire » déroge à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS

L'article 11.1.1 « Durée de la garantie » déroge à l'article 28 du CCAG-FCS

L'Article 18 « Confidentialité » déroge à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS.

L'Article 19 « Pénalités » déroge à l'article 14 des CCAG-FCS

Article 27. ANNEXE 1 : prérequis techniques et sécurité des systèmes d'information

Afin de préserver l'intégrité du Système d'Information et garantir au maximum sa sécurité contre les attaques externes et internes, il est primordial d'appliquer les bonnes pratiques de sécurité informatique de l'entreprise.

L'ensemble des règles en vigueur en matière de sécurité informatique à l'Ineris est détaillé dans la PSSI¹ (Politique de Sécurité des Systèmes d'Information) et dans la charte informatique.

Tous les matériels, logiciels et processus associés fournis par le prestataire doivent donc respecter les principes définis et dont les principaux sont exposés ci-dessous.

- Les principaux prérequis à respecter pour accéder au réseau informatique de l'Ineris sont les suivants :

Pas d'utilisation, sur une machine, de comptes avec droits d'administration (en cas de besoin de déroger à cette règle, l'Ineris dispose d'une surcouche logicielle permettant la gestion de la granularité des droits sur des applicatifs définis) ;

- **Utilisation d'un antivirus à jour** (McAfee Endpoint Security) ;
 - **Intégration à l'annuaire Active Directory de l'Ineris** – application des paramètres de sécurité des postes de l'Ineris (GPO) ;
 - **Utilisation d'un certificat machine pour l'accès au réseau** (norme d'authentification 802.1x) ;
 - **Respect de la politique de mots de passe².**
- Il est également capital de porter une attention particulière sur les points suivants :
 - **Mise à jour des logiciels** (contrats de maintenance) ;
 - **Mise à jour de l'OS** (gestion de l'obsolescence du système d'exploitation – montées de version de Windows 10) ;
 - **Utilisation de comptes nommés** (pas de comptes génériques) ;
 - **Confidentialité des mots de passe ;**
 - **Limitation au strict nécessaire et contrôle de l'utilisation des supports de stockage amovible.**

Cas des ordinateurs destinés au pilotage d'instruments de laboratoires

Pour permettre aux utilisateurs de l'Ineris de disposer des accès réseaux nécessaires à leurs travaux, les machines de pilotage doivent respecter les contraintes de sécurité définies ci-dessus.

Pour garantir le bon fonctionnement des ordinateurs de pilotage dans une configuration compatible avec les systèmes d'information de l'Ineris, il est nécessaire de procéder à la vérification du bon fonctionnement des ordinateurs de pilotage et de traitement fournis au travers du marché dans une configuration validée par la DSI de l'Ineris.

Pour cela, l’Ineris propose 2 possibilités :

- Machine fournie par l’Ineris (recommandé) :
 - Le prestataire définit les caractéristiques techniques de la machine ;
 - L’Ineris approvisionne lui-même la machine ;
 - L’Ineris configure cette machine comme une machine Ineris standard ;
 - L’Ineris envoie cette machine au prestataire qui installe alors la solution logicielle destinée à piloter l’appareil ;
 - Lors de la mise en service dans les locaux de l’Ineris, le bon fonctionnement est vérifié sur cette machine, alors conforme et intégrée au Système d’Information de l’Ineris.

- Machine fournie par le prestataire :
 - Le prestataire envoie à l’Ineris l’ordinateur au moins 3 semaines avant la date d’installation prévue ;
 - L’Ineris configure cette machine pour la doter des logiciels de l’Ineris et l’intégrer à son réseau ;
 - Si besoin, l’Ineris renvoie la machine au fournisseur pour valider la configuration avec l’instrument ;
 - Lors de la mise en service dans les locaux de l’Ineris, le bon fonctionnement est vérifié sur cette machine, alors conforme et intégrée au Système d’Information de l’Ineris.

